

Lettre d'information – Février 2015

Actualités sur les études en France

<http://www.slovaquie.campusfrance.org>

Bonjour à tous,

Voici la lettre d'information sur les études en France de Février 2015.

Dans ce numéro, vous trouverez un dossier sur les études de droit, un rappel sur les bourses du gouvernement français et une recette pour cuisiner en français.

Très bonne lecture à tous !

Actualités

► Admission Post-Bac : vous avez jusqu'au 20 mars !



La procédure d'admission post-bac est ouverte jusqu'au 20 mars sur <http://www.admission-postbac.fr>. Cette procédure concerne l'inscription via Internet en première année dans l'enseignement supérieur en France. Elle concerne une grande partie des filières d'études après le bac pour lesquelles la candidature sur le portail

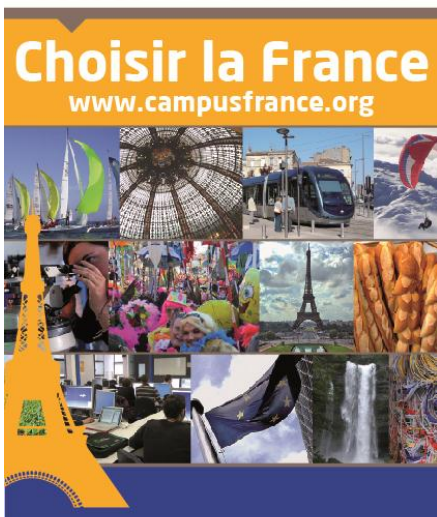
est obligatoire et s'adresse à tous les élèves de terminale (dernière année de lycée), les titulaires du baccalauréat ou d'un diplôme équivalent âgés de moins de 26 ans.

Le site Internet contient également de nombreuses informations qui vous aideront à bien comprendre la procédure, gérer les étapes de votre candidature et formuler vos vœux en ligne.

Un guide du candidat européen est disponible en ligne pour aider spécifiquement les candidats issus d'un pays de l'Union européenne, de l'Espace économique européen ou de Suisse à saisir leurs inscriptions.

► **Vous souhaitez étudier en France ? Téléchargez les nouveaux documents de Campus France Slovaquie**

CAMPUS FRANCE



Campus France Slovaquie a mis à jour ses documents de présentation des études en France. Retrouvez ici l'essentiel des informations dont vous avez besoin pour comprendre le système français : les différents diplômes, le choix de la formation, les bourses et le financement de vos études, le travail et le logement etc.

Ces documents sont disponibles en français https://institutfrancais.sk/media/6e/8f/e5ab7f9e41fb04c54e338dd4519d/choisir_2015_fr.pdf



et en slovaque ici :

<https://institutfrancais.sk/media/f2/93/f2a3c4b73e193a9ca8b9d758e19d/Choisir-la-France-Sk.pdf>

<https://institutfrancais.sk/media/ae/3b/3167c7a4917cd951c97e61179477/Prakticke-rady.pdf>

► **Les étudiants étrangers en France : un bénéfice net !**



On compte près de 300 000 étudiants étrangers en France actuellement. Ces 5 dernières années, leur nombre a augmenté de 11%. L'institut BVA a réalisé pour Campus France une étude en ligne pour Campus France, sur un échantillon de 4200 étudiants.

Cette étude a permis d'établir que les étudiants étrangers coûtent 3 milliards d'euros à l'Etat français, mais en apportent 4,65 milliards en consommation quotidienne : alimentation, loyer et tourisme etc. Il s'agit donc d'un bénéfice net de 1,65 milliards d'euros pour le pays.

Cette étude permet aussi de connaître les régions plébiscitées par les étudiants étrangers, à savoir l'Ile-de-France et le Sud-est, qui concentrent respectivement 28 et 26% des étudiants étrangers. Les trois-quarts des étudiants sont inscrits à l'université, et 41% des étudiants travaillent sur le sol français en parallèle de leurs études.

De plus, les étudiants étrangers sont de véritables prescripteurs pour la France : plus de 85% d'entre eux comptent revenir en France pour y faire du tourisme, et 87% d'entre eux conseilleraient la France comme destination de vacances.

Bourses

► Les Bourses du Gouvernement Français

L'Institut français de Slovaquie offre aux étudiants de nationalité slovaque la possibilité d'obtenir une bourse du Gouvernement français pour :



- effectuer un **master 2** (deuxième année de Master) pour les étudiants désirant faire une année d'étude en France.
- réaliser un **doctorat en cotutelle** dans tous les domaines scientifiques. Ces bourses sont réservées aux jeunes chercheurs désirant effectuer leur thèse à la fois en France et en Slovaquie,
- faire un **stage de recherche** en France pour les étudiants doctorants ou les chercheurs.

Les dossiers de candidature sont à envoyer avant le 1^{er} mars 2015 pour l'année universitaire 2015/2016. Les modalités de candidature et le processus de sélection sont expliqués en détails sur le site de l'Institut français de Slovaquie : <https://institutfrancais.sk/fr/sciences-univ/bourses-gouvernement-francais/>

► L'Université Paris Saclay offre 190 bourses de master



L'Université Paris Saclay offre cette année 190 bourses de masters aux étudiants internationaux. Tous les champs disciplinaires sont concernés (la liste des masters est ici : <http://www.universite-paris-saclay.fr/fr/formation/masters>).

Si vous souhaitez postuler, voici le lien vers le descriptif en anglais : <http://universite-paris-saclay.fr/en/university/jobs/call-for-international-masters-scholarships-for-incoming-mobility-2015-2016>.

► CNOUS : bourse sur critères sociaux (pour les étudiants étrangers)

Pour avoir droit à une aide financière du ministère de l'enseignement supérieur, il faut avoir moins de 28 ans au 1er septembre de l'année universitaire et suivre une formation habilitée à recevoir des boursiers.

Les aides sont ensuite attribuées en fonction de trois critères : les revenus du foyer fiscal, le nombre d'enfants à charge de la famille et l'éloignement du lieu d'études.

Cette bourse est accessible aux étudiants étrangers possédant la nationalité de l'un des États membres de l'Union européenne, d'un autre Etat partie à l'Espace économique européen, ou de la Confédération suisse à condition de remplir l'une des conditions suivantes :

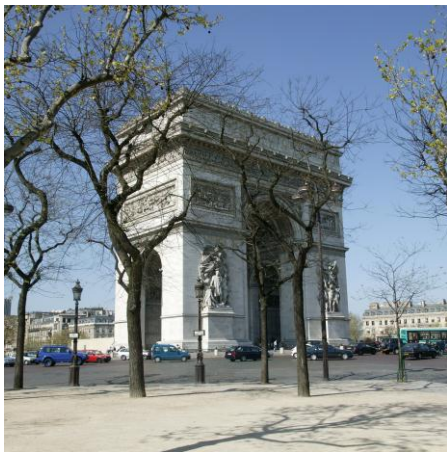
- avoir précédemment occupé un emploi en France, à temps plein ou à temps partiel. L'activité doit être réelle et effective et avoir été exercée en qualité de salarié ou de non salarié.
- ou justifier que l'un des parents ou tuteur légal a perçu des revenus en France.
- ou attester d'un certain degré d'intégration dans la société française. Le degré d'intégration est apprécié notamment au vu de la durée du séjour (un an minimum), de la scolarité suivie en France ou encore des liens familiaux en France. Cette condition n'est en tout état de

cause pas exigée si l'étudiant justifie de 5 ans de résidence régulière ininterrompue en France.

Pour plus d'informations : http://www.cnous.fr/_vie_15.htm

► Bourse Master Île-de-France

Vous êtes étudiant étranger et vous souhaitez effectuer un Master dans un établissement d'Île de France ? Vous êtes éligible à la bourse de la Région Île de France qui vous permet de bénéficier d'un hébergement gratuit pendant la durée de votre formation et d'une aide de 10.500 euros, si vous remplissez les conditions suivantes :



- Vous avez moins de 30 ans et vous ne poursuivez pas d'études en France actuellement ;
- Vous souhaitez effectuer un Master en formation initiale (hors Master spécialisé, magistères ou MBA) ;
- Vous ne bénéficiez d'aucune autre bourse française ou de votre région d'origine ;
- Votre séjour durera au moins 10 mois.

Si c'est le cas, renseignez-vous au plus vite auprès de votre université française, afin qu'elle vous transmette un dossier de candidature ! Celui-ci doit être ensuite déposé auprès de la région Île-de-France avant le 7 mars 2015.

Plus d'information : <http://www.iledefrance.fr/dispositif-accueil-etudiants-etrangers-bourse-master-ile-france>

► Bourse Accueil Sup Rhône-Alpes



Vous venez en Rhône-Alpes dans le cadre d'une coopération universitaire ou pour effectuer un stage de niveau Master 2 dans un établissement de la région, vous pouvez bénéficier d'une aide de 615 euros par mois pour votre séjour de 4 à 9 mois ! Renseignez-vous vite auprès du service des bourses de votre université et sur le site de la Région Rhône-Alpes (<http://www.rhonealpes.fr/>).

Notez bien que seuls les étudiants issus d'un établissement partenaire de l'université d'accueil sont éligibles au dispositif.

Formation

► La mise à niveau en art de l'ESA de Lille

Formation originale, l'année de mise à niveau en art permet aux étudiants titulaires d'un diplôme d'études secondaires général de passer le concours des écoles d'art françaises.

La mise à niveau en art de l'Ecole Supérieur en Art FLE (Français Langue Etrangère) de Lille a quant à elle la particularité d'être conçue spécialement pour les étudiants étrangers qui souhaitent apprendre le français !

Une formation unique en France, qui a vu le jour en 2013.

Plus d'informations : <http://www.esa-n.info/>

Loisirs

► Recette



En France, nous célébrons la Chandeleur en cuisinant des crêpes pour l'occasion : au sucre, à la confiture, à la vanille, au chocolat... Pour partager avec vous cette tradition, nous vous invitons à réaliser la recette suivante chez vous. Avant tout, pour avoir de bonnes crêpes, il faut bien évidemment une bonne pâte à crêpe, voici la recette de la pâte à crêpe la plus simple :

Temps de préparation : 10 minutes

Temps de cuisson : 20 minutes

Cuisson : à la poêle

Ingrédients (pour 15 crêpes) :

- 300 g de farine
- 3 œufs entiers
- 3 cuillères à soupe de sucre
- 2 cuillères à soupe d'huile
- 50 g de beurre fondu
- lait (environ 30 cl), à doser jusqu'à ce que le liquide épaisse
- un petit verre à liqueur de rhum.

Préparation de la recette :

Mettre la farine dans une terrine et former un puits. Mettre les œufs entiers, le sucre, l'huile et le beurre. Mélanger délicatement avec un fouet en ajoutant au fur et à mesure le lait. La pâte ainsi obtenue doit avoir une consistance d'un liquide légèrement épais. Faire chauffer une poêle antiadhésive et y déposer quelques gouttes d'huile. Faire cuire les crêpes à feu doux.

Dossier : Etudier le droit en France

Vous souhaitez commencer vos études en France et êtes intéressé par le droit ? Vous avez commencé des études de droit en Slovaquie et vous souhaitez les continuer en France ? Tout est possible !

I. Commencer ses études de droit en France après le Baccalauréat

A. La licence de droit, la filière classique



Les études de droit en France se font traditionnellement à l'université, selon le programme LMD (Licence, Master, Doctorat). La plupart des futurs juristes français commencent donc leurs études par une licence de droit, filière proposée à l'université dans toutes les grandes villes de France. La licence de droit est un cursus généraliste de trois ans, qui permet d'acquérir les bases du raisonnement juridique et une connaissance globale des différents domaines du droit.

Intégrer une licence de droit en première année : l'admission Post-bac

L'inscription en première année de licence de droit en France se fait par la plateforme admission-postbac.fr. Le niveau de français exigé pour suivre des études de droit en France est généralement assez élevé : les différentes universités exigent un niveau B2, et parfois C1.

Intégrer une licence directement en deuxième ou troisième année

Il est possible pour les étudiants ayant déjà commencé des études de droit de demander à changer d'université. Les étudiants, français ou étrangers, doivent alors constituer un dossier de candidature qui sera ou non accepté par l'université choisie. Il faut savoir que certaines

universités sont très sélectives concernant les étudiants intégrant leurs filières en deuxième ou troisième année, l'admission n'est donc jamais garantie.

Les frais d'inscription en licence en France sont fixés par l'Etat et s'élèvent à 184 euros pour la rentrée 2015.

B. Les diplômes professionnels en deux ans

Pour les étudiants souhaitant effectuer des études plus courtes, il est possible d'obtenir un diplôme en deux ans. Ces différents diplômes permettent de travailler en tant que technicien juridique pour des entreprises privées ou des administrations publiques. Ils permettent également dans certains cas de poursuivre ses études en réintégrant le cursus classique universitaire en deuxième ou troisième année. C'est le cas par exemple du BTS Notariat, après lequel il est possible de poursuivre en licence « Métiers du Notariat ».

Les Diplômes Universitaires de Technologie (DUT) – Carrières juridiques - Bac +2

Ce diplôme permet d'acquérir une connaissance technique du droit, centrée principalement sur le droit privé et le droit de l'entreprise. Cette formation, qui se déroule en deux ans, est dispensée par les Instituts Universitaires de Technologie, qui sont rattachés aux universités. Ce parcours est disponible dans plusieurs villes universitaires, notamment Bordeaux, Lyon et Perpignan.

Le DUT Carrières Juridiques permet de travailler en tant que technicien juridique, aussi bien au sein d'une administration publique qu'au sein d'une entreprise. Il permet également de poursuivre ses études en Licence professionnelle « activités juridiques », en choisissant un domaine de spécialité, tel que le Droit immobilier, le Droit syndical, ou encore les Ressources Humaines.¹

Les Brevets de technicien supérieur (BTS) – Notariat-Bac+2

S'il n'existe pas de BTS droit à proprement parler, il existe un BTS notariat, qui permet d'acquérir une connaissance du droit privé combinée à une formation plus générale en management, langue et communication. Il permet de travailler comme assistant au sein d'un cabinet notarial, mais aussi dans d'autres types d'administration, à l'image du DUT Carrières juridiques.

¹ Pour plus d'informations sur le DUT carrières juridiques : <http://www.onisep.fr/Ressources/Univers-Formation/Formations/Post-bac/DUT-Carrieres-juridiques>

Le BTS, bien que relevant de l'enseignement supérieur et donc post-baccalauréat, est une formation dispensée par les lycées et donc gratuite lorsqu'il s'agit d'un lycée public.

La candidature aux premières années de DUT ou BTS se dépose également sur le site admission-postbac.fr.

C. Les parcours de découverte du Droit Français, destinés aux étudiants étrangers

Pour les étudiants souhaitant découvrir le droit français sans s'engager dans un cursus complet, il existe aussi des programmes d'études courts :

1. Le « Certificate of French Law » de l'université Grenoble 2 - Bac+3

Certaines universités proposent un diplôme d'études juridiques françaises, le « Certificate of French Law ». Ce diplôme s'adresse à des étudiants ayant déjà étudié le droit dans leur pays d'origine pendant deux ans et souhaitant obtenir une formation de base en droit français et en droit de l'Union européenne. Enseigné en anglais, ce diplôme permet aux étudiants étrangers non francophones de découvrir le droit, tout en apprenant le français en parallèle².

2. Les universités d'été

Certains établissements proposent aussi des universités d'été (« Summer schools »), en français ou en anglais, permettant d'étudier un mois en France et d'obtenir un certificat d'études en droit français. C'est le cas de celle de Montpellier, appelée « Global Business Law »³ accessible aux étudiants étrangers ayant validé trois ans de droit.

L'université de Toulouse I propose quant à elle une université d'été destinée à ses étudiants admis en première année de Licence de droit. La formation est gratuite, car destinée aux étudiants qui auront payé des frais d'inscription pour l'année universitaire 2015-2016.⁴

² http://droit.upmf-grenoble.fr/formations/certificate-in-french-law-a-french-law-degree-taught-in-english-193154.htm?RH=DROITFR_FOR&ONGLET=1

³ Plus d'information ici : <http://offre-formation-16.univ-montp1.fr/fr/offre-de-formation/diplome-universite-niv-form-bac-3-UD/droit-economie-gestion-DEG/du-summer-business-law-school-program-fruai0341087xprhnesa3pw.html>

⁴ Les frais universitaires étaient fixes à 189 euros pour une année de licence. Plus d'informations sur l'université d'été de Toulouse I : <http://www.ut-capitole.fr/universite/composantes/faculte-de-droit-et-science-politique/universite-d-ete-de-la-faculte-de-droit-et-science-politique-441817.kjsp>

L'année de préparation aux études de droit en français de Lyon 3

L'université Lyon 3 propose une année de préparation aux études de droit, accessible à tous les étudiants s'appêtant à poursuivre des études de droit en France, quel que soit leur niveau.⁵

II. Continuer ses études de droit en France après une licence (bakalař)

A. Le master, le cursus classique

La suite traditionnelle d'une licence de droit est le master de droit. Le programme s'effectue sur deux années, la deuxième année étant l'année de spécialisation.

1. La première année de master

La première année de master (master 1) permet une première spécialisation des étudiants dans un des grands domaines du droit – droit public ou droit privé notamment – avec une possibilité d'orienter son programme de cours selon la poursuite d'études souhaitée. L'année de Master 1 est considérée comme étant la plus exigeante des années d'études juridiques, étant donné que la sélection pour les masters 2 se fait, entre autres, au regard des résultats obtenus en master 1. Si le master 1 est aujourd'hui devenu un simple diplôme de transition, il est cependant suffisant pour passer le concours pour intégrer une école d'avocat.

2. La seconde année de master

La seconde année de master est une année de spécialisation accrue. Les universités françaises proposent une très grande variété de master 2⁶, qui vont des masters 2 généraux de droit privé ou de droit public de l'économie, à des masters 2 plus spécifiques comme le droit de la vigne et du vin à l'université de Bordeaux⁷, ou le droit de la montagne à Grenoble⁸, sans oublier les masters tournés vers l'international et l'Union européenne.

⁵ <http://facedroit.univ-lyon3.fr/formations/autres-formations/diplomes-d-universite/d-u-preparation-aux-etudes-de-droit-en-francais-477647.kjsp?RH=1183482315334>

⁶ L'intégralité des masters 2 existants est recensée ici : <http://www.lamyetudiant.fr/sorienter/guide-lamy-des-masters-2>

⁷ Plus d'information : <http://master2.droitvignevin.u-bordeaux4.fr/>

⁸ Plus d'information : <http://master-droit-montagne.fr/>

Certaines universités proposent parfois des masters spécifiques pour les étudiants étrangers souhaitant découvrir le droit français, tels que le master « Culture juridique française et européenne » de l'université Paris II-Panthéon Assas⁹, ou pour les étudiants souhaitant une formation en langue anglaise, avec les masters of Laws, dits LL.M. Cependant, dans le cas de ces derniers, les frais d'inscription sont généralement élevés, entre 2000 et 10 000 euros, contrairement aux masters 2 classiques en français, dont les frais d'inscription sont fixés à 252 euros pour 2015.

L'entrée en master 2 est très sélective. La procédure et les exigences varient selon chaque master, mais traditionnellement il s'agit d'un examen du dossier de l'étudiant suivi d'un entretien.

B. Les diplômes supérieurs d'université (DSU) de l'université Paris-II

Ces diplômes¹⁰, réservés aux étudiants étrangers ayant validé quatre années de Droit, en France ou dans leur pays, permettent d'allier l'acquisition de connaissances juridiques dans le domaine choisi par l'étudiant (droit public, droit privé, droit international ou de l'Union européenne...), à la découverte de la méthode universitaire française et au perfectionnement en langue française.

Les frais d'inscription de ces diplômes s'élèvent à 356.10 euros pour 2014-2015.

C. Étudier le Droit après le master, ou exercer une profession juridique en France

Après un master, plusieurs possibilités s'offrent à vous en France. Si vous souhaitez continuer vos études par un doctorat, il vous faut alors trouver un directeur de thèse qui acceptera de vous superviser pendant les trois ans de votre thèse. Vous pouvez également effectuer un doctorat en cotutelle de thèse entre la France et la Slovaquie, pour lesquels l'ambassade de France délivre chaque année des bourses couvrant les frais liés aux périodes de mobilité en France¹¹.

Si vous souhaitez travailler en France après un diplôme de niveau master et que vous souhaitez intégrer une profession réglementée, comme juge, avocat ou notaire, d'autres démarches sont à prévoir. Tout d'abord, seules les personnes ayant la nationalité française peuvent se présenter au concours de l'école nationale de la magistrature permettant de

⁹ Plus d'information : http://www.u-paris2.fr/5127R-2009/0/fiche_formation/&RH=ETU_ETRANGER

¹⁰ Plus d'information : http://www.u-paris2.fr/87161400/0/fiche_pagelibre/&RH=ETU_ETRANGER

¹¹ Plus d'information sur le site de l'Institut Français de Slovaquie : <https://institutfrancais.sk/fr/sciences-univ/bourses-gouvernement-francais/>

devenir juge. Par contre, toute personne titulaire d'un master 1 peut se présenter au concours d'entrée à l'école d'avocat. Pour cela, vous devez être inscrit dès l'année précédant le concours dans un institut d'études judiciaires, structure existant dans la plupart des grandes universités. Une fois le concours réussi, vous pourrez intégrer l'école de formation du barreau pour suivre une formation de dix-huit mois débouchant sur la prestation de serment d'avocat.



Retrouvez-nous : www.slovaquie.campusfrance.org

Suivez-nous : <https://www.facebook.com/campusfrance.slovaquie>



Sophie DAUZET

Chargée de Mission Coopération Universitaire
Ambassade de France en Slovaquie

Sedlárska 7

812 83 Bratislava

+421 2 59 34 77 42

sophie.dauzet@diplomatie.gouv.fr



Justine LEGARSMEUR

Responsable de l'Espace Campus France à Prague

Stěpanska 35

111 21 Prague 1

+420 221 401 050/058

prague@campusfrance.org

Delphine STROHL

Responsable de l'espace CampusFrance de Brno

Moravské náměstí 15 (budova Muzejky, 2. patro)

602 00 Brno

+420 549 493 075

brno@campusfrance.org